

Ne pas payer pour aller travailler
Ne pas payer pour chercher du travail
Ne pas payer pour étudier

Les communistes influents dans le canton d'Auterive sont venus me voir pour me demander de participer à la création d'une association « Anti-Péages RN 20 4 Voies » et d'en devenir le Président parce que sur Auterive et les alentours, je n'étais pas connu en tant que communiste et je n'étais qu'un simple militant communiste athée et anticlérical tout simplement.

Avec le « Collectif anti-péages » nous avons décidé de répondre à chaque sollicitation de quelques associations, communes ou institutions pour leur parler de la bataille du collectif et expliquer le sens de la lutte.

Donc l'ACO était venu nous rendre visite et nous avait invités pour aller un soir à la salle Jarlan à Cugnaux. J'y suis allé et lorsque je suis arrivé dans cette salle je me suis trouvé nez à nez avec Marie Bire, une copine communiste que je connaissais et je lui ai dit en la voyant : « qu'est-ce que sont tous ces tableaux que je vois avec des bondieuseries et des Jésus partout, et j'ai posé la question à Marie Bire : que veut dire l'ACO ? Elle m'a répondu que c'était tout simplement « Action Catholique Ouvrière » et là j'ai été surpris et je suis tombé des nues car pour moi cela ne pouvait pas être possible d'être communiste et croyant en même temps.

Et à partir de ce jour-là François Bire m'a toujours appelé le « mécréant ».

A partir de cet instant j'ai changé, j'ai ouvert les yeux pour me dire : Jean-Louis il y a des croyants et des non croyants, des Prêtres, des religieuses qui sont avec nous pour se battre contre les autorités et pour que le Péage de Roques soit démonté, ils se battent avec nous, cela a été une chose formidable à mes yeux et à mon cœur car c'est grâce à cette bataille que j'ai pu connaître des gens comme Mario Daminato, Maurice Puech, François Tolsan, Marie et François Bire.

Vendredi 7 octobre 1994, il y a eu une manifestation contre les péages de la RN20 et de la RN117. Cette manifestation était appelée par 5 associations d'usagers hostiles aux accès autoroutiers payants, ainsi que de 22 syndicats et sections syndicales CGT des zones industrielles du Chapitre, de Thibaud, du Bois Vert et également de l'avenue Eisenhower tel que Thomson, Alcatel, Motorola, DDE, Siemens... ainsi que des élus et militants communistes, des dirigeants de la CGT.

Cette manif a rassemblé 300 personnes avec le mot d'ordre suivant :

« Pas de péage dans un rayon de 30 à 40 km pour entrer ou sortir de la ville de Toulouse.

Pourquoi à Bordeaux, Montpellier, Lyon, Paris les péages se trouvent entre 25 et 40 KM des agglomérations ?

Pourquoi encore à Toulouse il faudrait payer pour entrer ou sortir de la ville rose comme au moyen-âge en payant l'octroi ?

ET pourquoi encore la rocade qui mène à l'aéroport est-elle gratuite ? Simplement que ceux qui prennent l'avion ne sont pas ceux qui gagnent seulement le smic ou un peu plus.

Cette manifestation n'aurait pas eu lieu si les transports en commun de la région toulousaine avaient vraiment existé et que ces transports soient payés par la moitié par les entreprises et les patrons comme en région parisienne (la carte orange est payée par moitié par les patrons).

Des citoyens ont pris la parole et ils la garderont.

Parmi les adhérents du Collectif, certains expérimentés ont trouvé une nouvelle manière de s'engager d'autres cherchent leur voie, il n'y a pas tous les jours des combats aussi exaltants à mener.

Expérience exceptionnelle qui a mis ensemble des citoyens de toutes sensibilités, politiques, philosophiques, religieuses, militants ou pas, mais tous ayant la même détermination : supprimer une injustice.

De cette lutte, nous resterons imprégnés et nous sommes devenus différents dans nos comportements. Plus citoyens et disponibles pour d'autres luttes.

Ce combat exemplaire a permis à des milliers d'usagers de se réapproprier leur citoyenneté. Ils ont montré, et tous en conviennent, leur grande responsabilité face aux problèmes de société.

Qu'ils soient dit à nos élus que leur rôle est essentiel, et que nul ne songe ici à le remettre en cause, mais après cette expérience exemplaire, qu'ici à Toulouse ils soient les précurseurs d'une nouvelle façon de réfléchir et d'agir.

Les citoyens ne veulent plus être des bulletins de vote. Quelque chose a réellement changé. On ne peut plus faire sans les gens.

Au début du combat pour la suppression du péage de Roques, on entendait : ça sert à rien, c'est foutu, vous n'y arriverait pas , vous vous battez contre des moulins à vent, il vaut mieux éviter les obstacles, vous menez un combat d'arrière- garde, mais l'injustice nous a réuni.

Ensemble nous avons fait reculer toutes les autorités.

Le 14 octobre 2017

Jean-Louis Carrié